

● 2025-2026

RAPPORT ANNUEL

Développement social Laurentides



1 avril 2025 - 30 juin 2026 ●

Table des matières

02 | Remerciements aux membres du Comité de convergence

04 | Mot de la directrice générale

05 | Mission et orientations stratégiques

06 | L'équipe de Développement social Laurentides

07 | Contexte, historique et évolution de DSL

11 | Résultats du sondage

13 | Communications et visibilité

15 | Chantier mutualisation

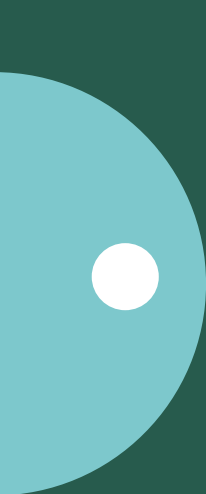
19 | Chantier logement

21 | Formations et webinaires

22 | Services offerts

23 | Perspectives 2026-2027





Remerciements aux membres du Comité de convergence

L'année 2025-2026 a été marquée par de nombreux mouvements au sein du Comité de convergence. Dans un contexte de transition et de réflexion sur l'avenir de DSL, plusieurs personnes ont contribué, chacune à leur façon, à faire avancer les travaux, à nourrir les discussions et à porter la concertation régionale en développement social.

À compter de juillet, un nouveau COCO prendra le relais afin de poursuivre les réflexions entourant l'avenir de la concertation régionale. Nous souhaitons donc remercier sincèrement l'ensemble des membres actuels pour leur engagement, leur temps et leur précieuse contribution au fil des ans. Certains d'entre eux ont accompagné Développement social Laurentides pendant plusieurs années et ont contribué de façon significative à son évolution.

Un merci tout particulier à Sonia Gascon, Anick Lorrain et Laure Voilquin, qui sont impliquées depuis les débuts de la démarche en développement social en 2019. Leur engagement soutenu, leur expertise et leur confiance envers cette démarche ont grandement contribué à son développement et à son rayonnement au fil des années.

À toutes les personnes qui ont siégé au COCO, merci d'avoir cru en l'importance de la concertation régionale et d'avoir contribué à faire avancer collectivement le développement social dans les Laurentides.

Le comité de convergence



Geneviève Chabot CDC de la Rivière-du-Nord



Laure Voilquin Centraide Hautes-Laurentides



Patrice Clément Centraide Laurentides
(Depuis mars 2026)



Sonia Gascon
CISSS des
Laurentides
(Jusqu'à octobre
2025)



Anick Lorrain
CDC Mirabel
(Jusqu'à avril
2026)



Dominique Deschênes-Lambert
Centraide Laurentides
(Jusqu'à février 2026)



Anne Villeneuve
Ministère de la
famille
(Jusqu'à mai 2026)

Mot de la directrice générale

L'année 2025-2026 aura été marquée par d'importants défis de mobilisation touchant l'ensemble des sphères du développement social dans les Laurentides. Dans ce contexte, DSL a consacré une grande partie de son énergie à réfléchir à son avenir, à sa gouvernance et à sa pertinence au sein de l'écosystème régional.

Les discussions tenues au cours de l'année ont permis de mettre en lumière des constats importants. Si plusieurs acteurs reconnaissent la pertinence de la concertation régionale, les objectifs, les attentes et les conditions nécessaires à sa mise en œuvre ne font pas encore consensus. Cette réalité a amené DSL à se questionner sur son rôle, sa forme et les conditions essentielles à sa pérennité.

Malgré cette incertitude, une conviction demeure : les enjeux sociaux vécus sur notre territoire nécessitent des espaces de dialogue, de collaboration et de mobilisation. C'est dans cet esprit que les membres ont choisi de se donner un temps supplémentaire afin d'explorer les possibilités de rapprochement entre les différentes sphères et d'évaluer les avenues susceptibles d'assurer l'avenir de la concertation régionale.

Je tiens à remercier sincèrement les membres du COCO, du CM, nos partenaires ainsi que l'équipe de DSL pour leur engagement, leur ouverture et leur persévérance dans un contexte de transition et d'incertitude. Les discussions amorcées cette année témoignent d'une volonté collective de poursuivre le dialogue et de rechercher les conditions les plus favorables au développement social dans les Laurentides.

La prochaine année sera déterminante. Elle nous invitera à répondre ensemble à une question fondamentale : quelle forme de concertation régionale souhaitons-nous nous donner pour relever collectivement les défis de demain?



**Isabelle
Lefebvre**
Directrice
générale
**Développement
social Laurentides**

Mission et orientations stratégiques

Malgré un contexte marqué par l'incertitude et les réflexions entourant l'avenir de la concertation régionale, DSL a poursuivi sa mission avec la volonté de soutenir les acteurs du territoire, de favoriser les collaborations et de mettre en commun les expertises. Les actions réalisées cette année s'inscrivent dans les trois orientations stratégiques qui guident l'organisation et contribuent à renforcer le développement social dans les Laurentides.

Mission

Stimuler et accroître la capacité d'agir des acteurs de la région des Laurentides, par l'optimisation des processus et des pratiques de concertation en développement social ainsi que par une offre de services diversifiée et adaptée.

Orientations stratégiques

1

Soutenir

Objectif :
renforcer la
capacité d'action
individuelle et
collective des
partenaires

2

Réseauter

Objectif :
favoriser la
concertation et le
maillage
intersectoriel

3

Informier

Objectif :
diffuser les
connaissances,
valoriser les
savoirs et outiller
les milieux

L'équipe de DSL



**Isabelle
Lefebvre**

Directrice
générale

**Chantal
Bourassa**

Chargée du
Chantier
mutualisation

**Maude
Létourneau-
Baril**

Responsable des
communications et
des formations
Chargée du Chantier
logement

Contexte, historique et évolution de DSL

La création de DSL

DSL est issu d'une démarche régionale amorcée en 2019 afin de renforcer la concertation en développement social dans les Laurentides. À la suite d'une tournée d'écoute réalisée auprès des 8 tables locales de concertation et de plusieurs rencontres régionales, les partenaires ont entrepris une réflexion collective sur la mise en place d'une gouvernance régionale partagée.

Entre 2019 et 2022, différents comités de travail sont créés et un accompagnement de l'École nationale d'administration publique (ENAP) permet de développer un modèle de gouvernance régionale. Plusieurs consultations sont menées auprès des acteurs territoriaux et régionaux afin d'identifier leurs besoins et leur contribution à une éventuelle structure de concertation régionale.

Le déploiement et la consolidation de la démarche

À partir de 2023, la démarche prend un virage plus opérationnel avec l'adoption d'un plan d'action régional et le lancement de chantiers d'incubation en sécurité alimentaire, logement et mutualisation. L'équipe s'agrandit, de nouveaux services sont développés et une offre de formations ainsi que de webinaires est mise en place pour soutenir les organisations du territoire.

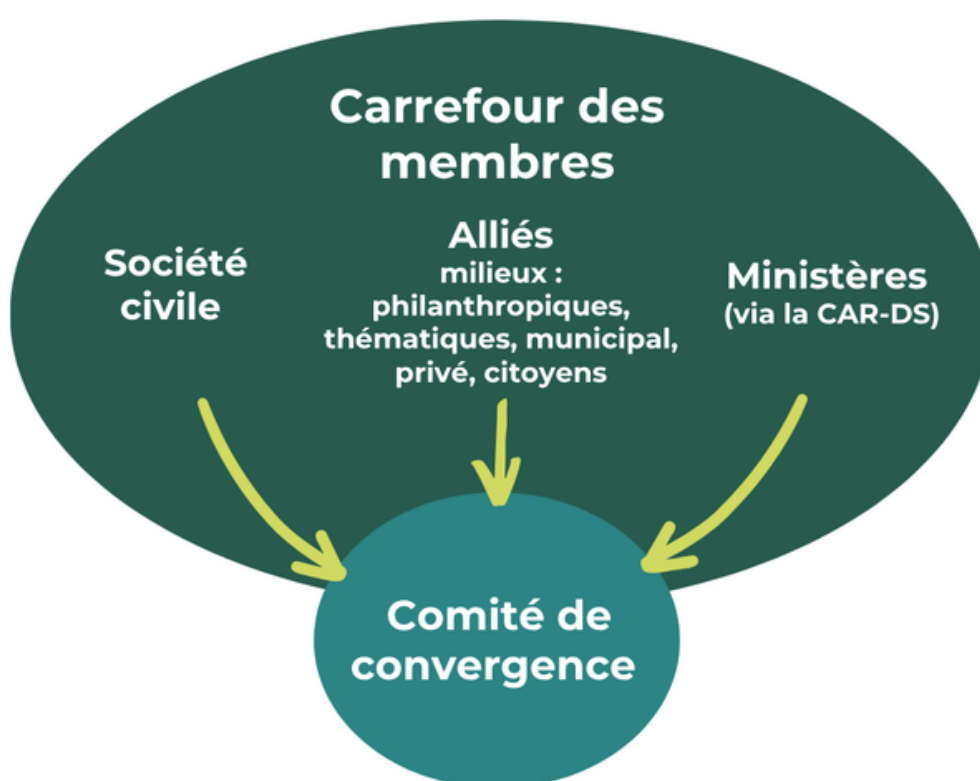
En 2024, la Démarche devient officiellement DSL. L'organisation se dote d'une nouvelle image de marque, d'un site web, d'une infolettre et d'une structure organisationnelle renouvelée. La même année, une première journée régionale sur la mutualisation rassemble plus de 100 participants provenant des milieux communautaire et municipal. La gouvernance évolue également avec la création du CM et du COCO.

La gouvernance

Le CM est constitué des membres de la société, des personnes et organisations, qui représentent le milieu communautaire, institutionnel et municipal et qui œuvrent en développement social dans la région des Laurentides.

En somme, quiconque est mobilisé dans l'amélioration des conditions de vie et le développement des milieux de vie dans les Laurentides, que ce soit par son travail ou ses engagements, peut faire partie du CM.

Le COCO est formé de 2 à 4 représentants issus de chacune des catégories de membres. Il a le mandat de coordonner les travaux de DSL et d'évaluer la réussite des actions entreprises pour l'atteinte des grandes orientations qui ont été définies par le CM.



Depuis sa création, DSL a contribué à favoriser le dialogue, la collaboration et l'émergence de projets collectifs en développement social à l'échelle des Laurentides, tout en soutenant les acteurs du territoire dans leurs efforts de concertation et d'innovation sociale.

Les réflexions sur l'avenir de la concertation régionale

En 2025, à la suite du retrait du Conseil des préfets et des élus des Laurentides (CPERL) de la démarche régionale amorcée en 2022, DSL entreprend des démarches de rapprochement avec le CPERL et l'Alliance pour la solidarité afin d'explorer de nouvelles avenues de collaboration en développement social. Une proposition d'arrimage entre DSL et le CPERL est élaborée et présentée aux différentes instances concernées.

Au cours de l'automne 2025, plusieurs consultations et discussions ont lieu auprès des partenaires régionaux. Malgré la reconnaissance de l'importance de la concertation régionale, la proposition d'arrimage ne fait pas consensus. Action concertée pour la transformation et l'innovation sociale (ACTIS) Laurentides se positionne notamment en défaveur de celle-ci et plusieurs partenaires expriment des réserves quant au modèle proposé.

Parallèlement, la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) informe DSL que son soutien financier prendra fin en décembre 2026, en l'absence d'une démonstration claire de la volonté des partenaires de collaborer ensemble au développement social régional. Cette annonce amène les membres à entreprendre une réflexion approfondie sur l'avenir de DSL et sur les différentes options possibles.

Soutenus par une consultante externe, les membres du CM et du COCO analysent divers scénarios et poursuivent les échanges avec le CPERL. Malgré ces démarches, aucune solution consensuelle ne se dégage.

Au printemps 2026, les résultats d'un sondage mené auprès des partenaires confirment les défis de mobilisation et de gouvernance déjà observés. Les membres conviennent alors de se donner une dernière occasion de réfléchir à l'avenir de la concertation régionale, notamment en profitant de l'arrivée prochaine d'une nouvelle direction générale au CPERL. Cette décision mène à la création d'un nouveau COCO dont le mandat est de favoriser le rapprochement des trois sphères et d'explorer les conditions nécessaires à une concertation régionale durable.

Historique des relations avec le CPERL 2025-2026

**Hiver
2025**

À la suite du temps d'arrêt amorcé par le CPERL en 2022, DSL entreprend en 2025 des rapprochements avec l'Alliance pour la solidarité et le CPERL.

**Printemps
2025**

Une proposition d'arrimage DSL - CPERL est présentée au COCO de DSL ainsi qu'aux préfets du CPERL. **[CLIQUEZ ICI pour lire la proposition](#)**

**8 oct.
2025**

Une présentation de la proposition d'arrimage est faite aux membres d'ACTIS.

**15 oct.
2025**

Par voie de résolution, ACTIS se positionne en défaveur de la proposition d'arrimage.

**24 oct.
2025**

La volonté des partenaires de collaborer ensemble au développement social régional n'est pas démontrée. La Fondation Lucie et André Chagnon, principal partenaire financier de DSL, envisage de mettre fin à son soutien en décembre 2026.

[CLIQUEZ ICI pour lire l'extrait du courriel](#)

**29 oct.
2025**

Le CM, soutenu pour une consultante externe, explore différents scénarios quant à l'avenir de DSL.

**24 nov.
2025**

Présentation du rapport de la consultante ainsi que de la proposition d'arrimage aux membres du Carrefour des membres. **[CLIQUEZ ICI pour lire le rapport](#)**

**27 nov.
2025**

À la demande des membres, le COCO transmet une lettre au CPERL. **[CLIQUEZ ICI pour lire la lettre](#)**

**13 mars
2026**

DSL reçoit la réponse du CPERL. **[CLIQUEZ ICI pour lire la lettre](#)**

**29 avril
2026**

Les résultats du sondage sur l'avenir de DSL sont présentés lors de la rencontre du Carrefour des membres. **[CLIQUEZ ICI pour lire les résultats complets](#)**

Résultats du sondage

Contexte

Dans le cadre de la réflexion sur l'avenir de DSL, un sondage a été réalisé auprès des partenaires. 16 organisations ont participé à l'exercice, permettant de recueillir des informations sur leurs perceptions, leurs besoins et les pistes de solutions concernant la poursuite des activités de l'organisation dans un contexte de fin de financement. **Consultez le document complet.**

1. Un consensus clair sur la pertinence de DSL

Les résultats démontrent une volonté majoritaire de poursuivre les activités de DSL, que ce soit par une transformation du modèle actuel ou par un arrimage avec une autre instance.

Il est également largement reconnu que le maintien d'une instance régionale en développement social est essentiel, voire incontournable pour la région.

2. Une reconnaissance forte de la valeur ajoutée de DSL

DSL est perçu comme un acteur important du développement social régional, notamment pour :

- la concertation entre les partenaires
- la diffusion de l'information
- le soutien à la mutualisation
- le développement d'une vision commune régionale
- la mise en lien avec d'autres régions et le niveau national

Son expertise, particulièrement en mutualisation, est considérée comme un acquis important à préserver.

3. Des enjeux prioritaires clairement identifiés

Les partenaires soulignent des enjeux structurants pour la région :

- le logement
- la mobilité et le transport accessible
- l'accès aux soins de santé et aux services sociaux

Ces enjeux nécessitent une concertation intersectorielle renforcée à l'échelle régionale.

4. Des scénarios multiples, sans consensus sur un modèle précis

Plusieurs avenues sont évoquées, sans consensus à ce stade :

- transformation du modèle de DSL vers plus de concertation
- arrimage avec d'autres instances (ex. CPERL, Alliance)
- exploration de modèles d'autres régions
- création ou consolidation d'une instance régionale unique

Un besoin clair est exprimé de mieux documenter et comparer les modèles possibles avant de statuer.

5. Conditions essentielles à considérer

La poursuite d'une instance régionale forte repose sur plusieurs conditions :

- clarification des rôles entre le régional et le territorial
- gouvernance plus claire et partagée
- collaboration réelle entre partenaires (incluant ACTIS et autres instances)
- engagement des bailleurs de fonds et des membres
- transparence, neutralité et écoute dans la gouvernance

6. Enjeux de mobilisation et de capacité

Le sondage met aussi en lumière :

- une capacité limitée d'implication de certains organismes (ressources humaines et financières)
- des questionnements sur la clarté du rôle de DSL
- des enjeux de confiance et de perception chez certains partenaires

7. Lecture globale

Les résultats démontrent un consensus sur la nécessité de maintenir une concertation régionale en développement social, mais une absence de consensus sur la forme que celle-ci devrait prendre.

Dans un contexte de fin de financement et d'incertitude organisationnelle, les partenaires expriment la nécessité de :

- clarifier la vision
- structurer la gouvernance
- et identifier un modèle viable, partagé et réaliste

Conclusion

Le sondage confirme que DSL demeure perçu comme un acteur pertinent et structurant pour la région. La prochaine étape repose sur la capacité collective à définir un modèle de concertation clair, cohérent et mobilisateur, répondant aux réalités du territoire et aux enjeux régionaux prioritaires.

Communications et visibilité

Site web

Résultats du 1er avril 2025 au 31 mars 2026*

6 447 visiteurs du site web dans l'année, ont consulté le site 14 254 fois.

1 603 téléchargements des fichiers PDF du site web (outils en logement, outils en mutualisation, etc.).

6 671 clics vers le site suite à une recherche sur Google. Les différentes pages du site sont apparues dans plus de 155 346 résultats de recherche Google.

Les pages les plus visitées :

1. Accueil (2837 vues)
2. Outils d'aide en logement (1386 vues)
3. Ressources en logement (604 vues)
4. Mutualisation (438 vues)
5. Événements (422 vues)



Infolettre

Résultats du 1er avril 2025 au 31 mars 2026

33 infolettres envoyées.

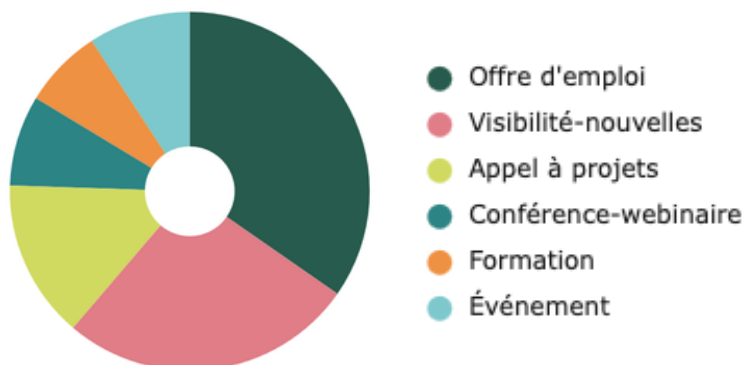
Le nombre d'inscrits à l'infolettre est passé de 471 à 567 durant la période.

Taux d'ouverture moyen des infolettres : 59%

Taux de clics moyen sur les liens des infolettres : 14%

Nouvelles des acteurs en développement social

98 nouvelles partagées suite à une demande d'acteurs en développement social :



*Bien que le présent rapport soit daté du 30 juin, les données au 31 mars ont été utilisées comme point de comparaison avec les années précédentes.

Youtube

13 vidéos publiées.

953 visionnements pour un total de 106,7 heures de visionnement.

Vidéos les plus regardées :

1. Captation du webinaire **Fiducies foncières communautaires** (108 visionnements)
2. Captation du webinaire **Évaluation des démarches de mutualisation** (100 visionnements)
3. Captation du webinaire **Le logement dans les Laurentides : comprendre les besoins, activer les leviers** (97 visionnements)



Réseaux sociaux

Types de publications :

- Portraits de mutualisations
- Annonces de formations, webinaires, événements
- Partages d'articles
- Partages de nouvelles des acteurs en DS
- Partage de nouvelles au sujet de DSL

Résultats Facebook

10 629 vues des publications et 434 interactions avec les publications.

Abonnés au 31 mars 2026 : 199 (augmentation de 41)

Résultats LinkedIn

6 248 vues des publications et 140 réactions.

Abonnés au 31 mars 2026 : 280 (augmentation 104)

Chantier mutualisation

L'année 2025-2026 pour le Chantier est synonyme **de consolidation** et **d'adaptation**.

Consolidation : Plusieurs projets débutés lors de la première année du Chantier se sont révélés correspondre aux attentes des porteurs de démarches de mutualisation de la région. Cette année a donc été l'occasion de les développer, en concordance avec l'expérience et les besoins nommés sur le terrain.

Adaptation : D'autres expériences pour soutenir les efforts des organisations porteuses de projets se sont révélées moins concluantes. Le Chantier, dans un constant désir de rester près des intérêts du terrain, s'est adapté à ces résultats en choisissant d'investir dans l'accompagnement concret et les projets ciblant les principaux besoins nommés par les expérimentateurs de la stratégie mutualisation.

Accompagnement

Le Chantier mutualisation a accompagné cette année 12 projets à une étape ou l'autre de leur émergence et de leur développement, de l'exploration de partenaires potentiels à l'évaluation des impacts de la démarche (en collaboration avec le TIESS).

Transmission

La transmission de connaissances constitue l'axe 1 des interventions du Chantier. Nous avons cette année offert des formations (3), des conférences, animations et/ ou ateliers (10) et accompagné d'autres régions dans leurs efforts de promotion et développement de la mutualisation (2).

Aspects légaux de la mutualisation

En réponse aux insécurités nommées par les partenaires de potentiels projets, nous avons travaillé à la création de modèles d'ententes de mutualisation de 3 types : mutualisation d'espace, de matériel et de ressources humaines.

Fruits d'une collaboration avec Info Justice Laval-Laurentides-Lanaudière, ces modèles d'ententes encadrent et sécurisent l'engagement des partenaires, afin de laisser toute la place au développement de la confiance et de la solidarité.

3 ententes-types sont disponibles pour téléchargement :

- mutualisation de biens matériels
- mutualisation de ressources humaines
- prêts ou locations d'espace



Consultations et téléchargements des modèles d'entente du 27 janvier au 27 juin 2026 :

Modèle	Consultations de la page	Téléchargements du modèle
Prêt de locaux	94	55
Prêt de matériel	83	57
Partage de ressources humaines	94	56

Mesure d'impact et modèles logiques de mutualisation

Le projet Mesure d'impact, débuté en 2025 avec la création d'un modèle logique commun exprimant les impacts potentiels partagés par 4 démarches réussies, répond aux besoins de compréhension de l'utilité organisationnelle et collective de l'option mutualisation.

Cette année, nous sommes allés plus loin en publiant 5 modèles consacrés à 5 projets différenciés et particulièrement inspirants.

- **La Maison de l'entrepreneur**, secteur : entrepreneuriat, MRC Antoine-Labelle
- **Centraide des régions Centre-Ouest**, secteur : philanthropie, MRC Laurentides et Antoine-Labelle (et hors Laurentides)
- **L'Antr'Aidant**, secteur proche-aidance, régional
- **L'Agora de la Concertation en développement social d'Argenteuil**, secteur : concertation en développement social, MRC d'Argenteuil
- **Le Refrain**, secteur : regroupement culture, provincial



Concertation
Développement social
Argenteuil



Centraide
Régions centre-ouest
du Québec

AU CŒUR DE NOS COMMUNAUTÉS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC •
CENTRE-DU-QUÉBEC • HAUTES-LAURENTIDES •
LANAUDIÈRE • MAURICIE • SUD-OUEST DU QUÉBEC

Base de connaissances Praxis

Quelle belle aventure que la construction d'une base de connaissances partagée en mode *savoirs ouverts* grâce à une collaboration féconde avec Projet collectif.

Les résultats de ce travail collaboratif seront dévoilés en septembre 2026 lors du lancement officiel de la base de connaissances en mutualisation sur Praxis ([cliquez ici à partir de septembre 2026](#)).

Les **savoirs ouverts** sont des connaissances, pratiques, méthodes ou apprentissages mis intentionnellement à la disposition des autres, de manière accessible, partageable, réutilisable et transformable.

Cette démarche nous aura permis :

- de pérenniser des savoirs colligés au sein du chantier et de les diffuser au-delà des limites régionales
- de collaborer sur un mode d'échange avec des professionnels engagés pour le partage et la diffusion ouverte de connaissances, d'outils, de compétences, etc., au bénéfice de tous
- de manifester notre adhésion aux valeurs de partage et d'inclusion, en appelant tout l'écosystème d'accompagnement à la mutualisation à joindre leurs contenus aux nôtres dans cette base de connaissances que nous voulons collective

BASE DE CONNAISSANCES THÉMATIQUE

Mutualisation

Créer un carnet

À propos Connaissances Toutes les notes (0)

Rechercher Tris Filtres

8 carnets

MUTUALISATION

- Ressources humaines
- Ressources matérielles
- Locaux et espaces
- Transport
- Savoirs et savoir-faire
- Culture

Le Chantier mutualisation dans les Laurentides

5 NOTES

Le poulx de la mutualisation dans les Laurentides

8 NOTES

Outils de mutualisation 101

3 NOTES

Communauté de pratique du RQDS

Participation à 5 rencontres. Sujets abordés :

- Les effets des colloques en logement et comment favoriser ces effets
- Itinérance
- L'objectif du 20% de logement hors marché pour préserver l'abordabilité
- Le financement du logement abordable en milieu rural
- Les fiducies foncières

Étude sur le logement hors marché dans les petites collectivités

Un financement a été accordé à ce projet coordonné par le RQDS, et dans lequel DSL s'implique en tant que membre du comité national.

Objectifs :

- 1 - Documenter les obstacles, conditions favorables et innovations
- 2 - Mobiliser partenaires municipaux, communautaires et institutionnels
- 3 - Diffuser les connaissances auprès des acteurs et des décideurs
- 4 - Préparer une 2e phase de recherches-action locales

La première étape, un questionnaire envoyé aux porteurs de projet dans toutes les régions du Québec se déroule de juin à août 2026.

Outils d'aide en logement

La page web [Outils d'aide en logement](#) rend facilement accessibles les outils d'aide en logement pour les locataires créés par plusieurs partenaires des Laurentides.

Ces 8 outils ont été mis à jour à l'été 2025.

Recherches Google en lien avec le logement

(Exemples de requêtes : "logement prix modique mirabel", "hlm logement disponible laurentides", "logement 55 ans et plus blainville")

38 000 recherches dans Google où les outils logement sont apparus

Cette page a été consultée près de 1400 fois de avril 2025 à mars 2026. Les outils d'aide en logement et listes d'OBNL et coop d'habitation ont été téléchargés 1050 fois.

**1050
téléchargements
des outils d'aide
en logement**

Webinaires en logement

En collaboration avec la CDC de la Rivière-du-Nord, des webinaires sur divers aspects du logement sont organisés depuis octobre 2024.

Webinaires en logement

Date	Titre	Personnes inscrites
22 avril 2025	<u>L'habitation et le logement chez les aînés</u>	50
20 mai 2025	<u>Agir au palier régional pour relever les défis en habitation</u>	19
30 septembre 2025	<u>Les fiducies foncières communautaires, un modèle en immobilier solidaire à découvrir</u>	49
6 novembre 2025	<u>La force du collectif en habitation - Mutualisation, inclusion et durabilité</u>	19
2 décembre 2025	<u>Le logement dans les Laurentides : comprendre les besoins, activer les leviers</u>	46

La page web **Ressources en logement**, qui contient les vidéos et documents par rapport aux divers thèmes abordés dans les webinaires, a été consultée plus de 600 fois du 1er avril 2025 au 31 mars 2026.

Formations et webinaires

6 formations et webinaires ont été offerts de avril 2025 à mars 2026 et ont reçu 122 inscriptions.

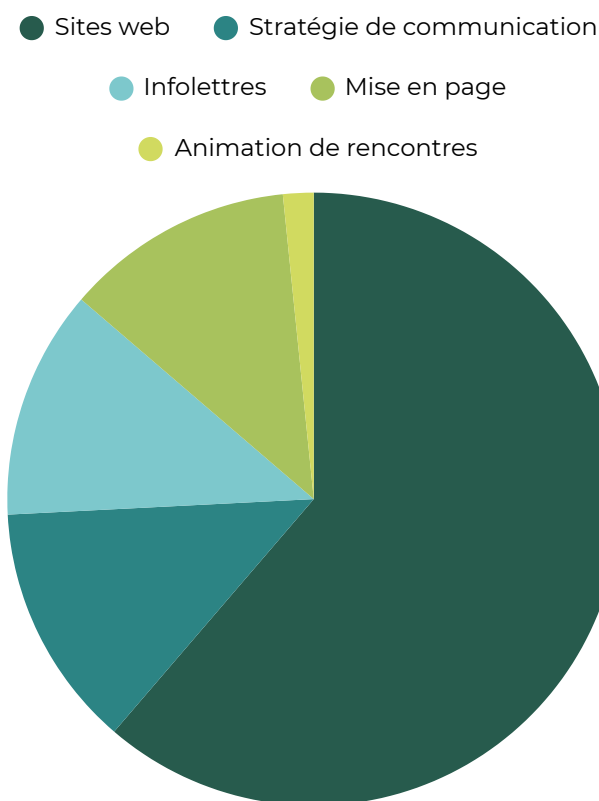
Formation	Date	Format	Personnes inscrites
<u>Optimisez la préparation de votre AGA avec l'IA</u>	24/04/2025	1h en ligne	32
<u>Élaborer une politique de développement social intégrée - L'expérience de Blainville</u>	18/09/2025	1h en ligne	18
<u>Connaître les enjeux des vétérans et les services de Le Sentier</u>	28/10/2025	1h en ligne	3
<u>Sécuriser vos projets collaboratifs: Lancement de modèles d'ententes en mutualisation</u>	27/01/2026	1h en ligne	43
<u>Les médias comme alliés: Les comprendre et les utiliser efficacement</u>	12/02/2026	2h en ligne	11
<u>Faire face au sentiment d'impuissance</u>	27/03/2026	3h en présence	15

Services offerts

Au cours de l'année, DSL a offert plus de 120 heures d'accompagnement à diverses organisations de la région afin de soutenir leurs besoins en communication, en marketing web et en animation de concertation.

Les interventions réalisées ont notamment porté sur :

- la création et la mise à jour de sites web
- la production d'infolettres
- le développement de stratégies de communication et de marque
- la mise en page de documents et de rapports annuels
- l'animation de rencontres



Par ces accompagnements adaptés aux réalités des organismes, DSL a contribué à renforcer leur visibilité, à améliorer leurs outils de communication et à soutenir leur capacité d'action. Ces services s'inscrivent dans la volonté de DSL de mettre son expertise au service des acteurs du milieu et de favoriser le développement des organisations œuvrant dans les Laurentides.

Perspectives 2026-2027

L'année 2026 est déjà bien entamée et s'annonce déterminante pour l'avenir de la concertation régionale en développement social dans les Laurentides. À la suite des travaux menés au cours de la dernière année, les membres ont choisi de poursuivre les activités de DSL afin de se donner le temps nécessaire pour explorer les possibilités de collaboration et les conditions favorables à la pérennisation de la concertation régionale, que ce soit dans sa forme actuelle ou sous une toute nouvelle forme.

Cette période de transition représente une occasion de mobiliser les partenaires autour d'une vision commune de la concertation régionale. Le nouveau COCO aura pour mandat de favoriser le rapprochement des 3 sphères : institutionnelle, municipale et société civile, d'explorer les avenues de collaboration ainsi que les possibilités de financement, et de proposer les conditions nécessaires à la mise en place d'une concertation régionale durable.

Au cours de l'automne, 2 rencontres du CM sont prévues afin de faire le point sur l'avancement des travaux et de poursuivre les échanges avec les partenaires. Entre ces rencontres, différentes modalités de communication et de prise de décision permettront de maintenir l'implication des membres et de soutenir la progression des travaux.

Les travaux du nouveau COCO s'articuleront autour de 2 questions centrales :

- Quelle forme de concertation régionale souhaitons-nous nous donner pour répondre aux besoins actuels et futurs des Laurentides?
- Comment assurer une gouvernance saine, pérenne et reconnue par les 3 sphères afin de soutenir la concertation régionale en développement social?

Les prochains mois seront déterminants. Si les partenaires parviennent à se mobiliser autour d'une vision commune et à identifier une voie de passage rassembleuse, de nouvelles possibilités de financement pourraient permettre d'assurer la poursuite d'une concertation régionale en développement social. À défaut de réunir ces conditions, DSL mettra fin à ses activités au terme de la période de transition actuellement prévue.

Pour conclure, au-delà des structures et des modèles de gouvernance, il est important de se rappeler que l'objectif demeure le même : mettre en place les conditions gagnantes permettant aux partenaires des 3 sphères de travailler ensemble sur les enjeux de développement social qui préoccupent notre communauté. Les citoyens et citoyennes des Laurentides doivent demeurer au cœur de nos réflexions, de nos décisions et de nos actions. C'est en gardant cette priorité en tête que nous pourrons collectivement construire l'avenir de la concertation régionale en développement social dans les Laurentides.

Remerciements

Merci à nos partenaires financiers



Fondation Lucie
et André Chagnon

*Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides*

Québec



Merci à notre partenaire fiduciaire



dslaurentides.org